



IRSEM

INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

La Lettre

Janvier 2017

<http://www.defense.gouv.fr/irsem>

[VIE DE L'IRSEM \(p. 1\)](#)

Dernières publications, recrutements, événements, actualités des chercheurs

[VEILLE SCIENTIFIQUE \(p. 10\)](#)

Asie, Moyen-Orient, Pensée stratégique, Sociologie de la Défense, Armement et économie de Défense

[BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE \(p. 13\)](#)



[À VENIR \(p. 15\)](#)

[ANNEXE \(p. 16\)](#)
Le CEMRES

VIE DE L'IRSEM

DERNIÈRES PUBLICATIONS



Research Paper n° 33 - 2017

« [Strategic Implications of Donald Trump's Election](#) », par Hugo MEIJER, chercheur États-Unis et relations transatlantiques.

This paper offers a general outline of TRUMP's approach to foreign policy looking at his core beliefs regarding US military posture and interventions, alliances and free trade arrangements and at his "transactional" approach to international politics. It then assesses the potential trajectory of TRUMP's foreign policy toward Russia and NATO, in the Middle East and in East Asia. How the United States, under TRUMP's presidency, will respond to the security challenges in these regions, and will shape the patterns of cooperation and competition therein, is likely to shape the future prospects of American primacy in world politics.



Note de recherche n°34 - 2017

« [La présidence Trump telle qu'elle est perçue : un tour d'horizon](#) », par Flavien BOURRAT, Fatiha DAZI-HÉNI, Étienne DIGNAT, Jean-Vincent HOLEINDRE, Céline MARANGÉ, Marianne PÉRON-DOISE, LCL Arnaud PLANIOL, Sonia LE GOURIELLEC, Pierre RAZOUX, Blandine SIXDENIER

et Amélie ZIMA.

L'élection de Donald TRUMP à la présidence des États-Unis, en novembre 2016, est apparue comme une surprise électorale et politique. Ses conséquences internationales et stratégiques sont aujourd'hui difficiles à mesurer, tant la campagne a tourné essentiellement autour des questions intérieures. En revanche, on peut dire comment l'événement a été perçu, à la fois au sein de la nation américaine et dans le monde. Une telle interrogation permet de mesurer les différences de perceptions, qui reflètent à la fois les jeux d'alliance et la superposition des agendas en matière de politique étrangère et de Défense.

RECRUTEMENTS



MéliSSa LEVAILLANT, chercheuse Sous-continent indien

Docteure en science politique et en relations internationales, elle a soutenu sa thèse sur *Le Ministère des Affaires étrangères indien (1947-2015). La production d'une diplomatie sous-dimensionnée* en décembre 2016

à Sciences Po. Elle enseigne les relations internationales et la sécurité en Asie du Sud à Sciences Po et à l'IEP Lille. Elle a également codirigé pendant trois ans le programme Asie du Sud de NORIA, un réseau de chercheurs en relations internationales basé à Paris.

Ses recherches portent sur la politique étrangère et de Défense de l'Inde, les relations entre l'Inde et le Golfe arabo-persique, la sociologie de la diplomatie et la sociologie des institutions. Entre 2012 et 2016, elle a réalisé de nombreux terrains de recherche en Inde (New Delhi, Kerala) et dans les pays du Golfe (Abu Dhabi, Dubaï, Mascate), et elle a été chercheuse invitée au Centre de Sciences Humaines (CSH) de New Delhi ainsi qu'au sein du *think tank* Observer Research Foundation (ORF). Elle a publié [La Politique étrangère de l'Inde envers l'Iran](#) aux éditions L'Harmattan et a également coédité [Theorizing Indian Foreign Policy](#) (Routledge, avril 2017). MéliSSa LEVAILLANT travaille actuellement sur la publication de sa thèse. Elle va poursuivre ses travaux de recherche en approfondissant la question de la politique étrangère de l'Inde dans son voisinage proche (Pakistan, Afghanistan, Chine) et dans l'Océan indien, ainsi qu'en étudiant l'évolution de la stratégie militaire et nucléaire de l'Inde sous Narendra Modi.



Denis TULL, chercheur Afrique de l'Ouest

Docteur en science politique de l'Université de Hambourg (2004), sur la gouvernance non-étatique à l'est de la RDC en temps de guerre (1998-2004), il était chercheur à la *Stiftung Wissenschaft und Politik* (SWP) de Berlin depuis 2004. Il a vécu et travaillé entre autres au Sénégal, en RDC et au Cameroun. Auteur de nombreux articles, ses travaux de recherche se focalisent sur les stratégies d'extraversion des acteurs africains par le biais

de leurs relations avec le monde extérieur, notamment à travers les interventions armées dans les pays en conflit en Afrique centrale et en Afrique de l'Ouest. Il a publié dans *International Security*, *International Peacekeeping*, *Politique Africaine*, *African Affairs* et le *Journal of Modern African Studies*, une revue dont il est membre du conseil de rédaction. Ses plus récentes publications portent sur le processus de paix au Mali, l'opération de maintien de la paix en RDC, les crises politiques latentes au Cameroun ainsi que les relations entre le continent africain et la Cour pénale internationale. Entre 2011 et 2015, il a co-dirigé un vaste projet de recherche soutenu par la *Deutsche Forschungsgemeinschaft* (DFG) qui examinait l'efficacité de gouvernements de transitions/partage de pouvoir (*power-sharing*), formule préférée de la communauté internationale dans la gestion des conflits en Afrique. Il a également travaillé pour la Fondation Friedrich Ebert au Cameroun et en Afrique Centrale, en Allemagne au ministère des Affaires étrangères et à la Chancellerie, comme consultant pour de nombreuses institutions.

de leurs relations avec le monde extérieur, notamment à travers les interventions armées dans les pays en conflit en Afrique centrale et en Afrique de l'Ouest. Il a publié dans *International Security*, *International Peacekeeping*, *Politique Africaine*, *African Affairs* et le *Journal of Modern African Studies*, une revue dont il est membre du conseil de rédaction. Ses plus récentes publications portent sur le processus de paix au Mali, l'opération de maintien de la paix en RDC, les crises politiques latentes au Cameroun ainsi que les relations entre le continent africain et la Cour pénale internationale. Entre 2011 et 2015, il a co-dirigé un vaste projet de recherche soutenu par la *Deutsche Forschungsgemeinschaft* (DFG) qui examinait l'efficacité de gouvernements de transitions/partage de pouvoir (*power-sharing*), formule préférée de la communauté internationale dans la gestion des conflits en Afrique. Il a également travaillé pour la Fondation Friedrich Ebert au Cameroun et en Afrique Centrale, en Allemagne au ministère des Affaires étrangères et à la Chancellerie, comme consultant pour de nombreuses institutions.

L'IRSEM RECRUTE CINQ CHERCHEURS

En janvier, l'IRSEM a lancé une campagne de recrutement pour les cinq postes suivants :

Domaine « Armement et Économie de Défense » : 2 chercheurs

Le domaine « Armement et économie de Défense » s'intéresse aux questions économiques liées à la Défense (budgets de Défense, politique d'acquisition, enjeux industriels, exportations d'armement, innovation technologique). Il a également pour vocation de traiter, de manière plus large, les questions stratégiques résultant des développements technologiques (cyberdéfense, robotisation, etc.), des problématiques d'accès aux ressources naturelles et des enjeux normatifs.

- 1 poste de chercheur « Économie de Défense »

Profil : docteur avec expérience et publications pertinentes, généraliste de l'économie de Défense, en lien avec les grands enjeux stratégiques de Défense (politique industrielle, politique de l'innovation, économie et conflictualité, stratégies d'acquisition, financement de la Défense, exportations et transfert de technologie, etc.).

- 1 poste de chercheur « Questions énergétiques » ou « Cyberdéfense »

Profil : docteur avec expérience et publications pertinentes, spécialiste :

- soit des questions énergétiques et d'accès aux ressources (énergétiques et minières), sous l'angle économique et géopolitique ; le titulaire du poste devra en particulier être en mesure de mener des analyses de chaîne de valeur, de liens État-entreprise, de réseaux décisionnels et d'interactions entre les différentes structures.

- soit des développements liés aux technologies de l'information et de la communication, appliqués au domaine de la Défense (cyberdéfense, internet des objets, industrie du futur, aspects normatifs) ; outre une bonne connaissance technique de ces domaines, le titulaire du poste devra être capable de hauteur de vue sur ces sujets (dimensions technique, économique, normative, organisationnelle, opérationnelle).

Domaine « Défense et société » : 1 directeur de recherche

Le domaine « Défense et société » se concentre sur les rapports entre la Défense et la société, aussi bien en temps de guerre qu'en temps de paix. Les études explorent le lien armées-nation dans des multiples dimensions comme les relations entre responsables militaires et décideurs politiques ou l'attitude de l'opinion publique vis-à-vis des questions de Défense, la sociologie de la violence et de la guerre ainsi que la sociologie des forces armées avec une approche à la fois nationale et internationale.

- 1 poste de directeur de recherche (directeur du domaine)

Profil : professeur des Universités, maître de conférences, directeur d'études (EHESS/EPHE) ou directeur de recherche (CNRS/INED), avec des qualités managériales. Temps partiel possible.

Domaine « Pensée stratégique » : 1 directeur de recherche (militaire) et 1 chercheur (civil)

Le domaine « Pensée stratégique » s'intéresse à la conduite des conflits armés à tous les niveaux (stratégique, opératique, tactique), à la dissuasion nucléaire, l'analyse du renseignement, la production et l'analyse de concepts (innovation, adaptation, surprise stratégique, coercition, guerre hybride, déni d'accès, etc.) et la politique de Défense et de sécurité.

- 1 poste de directeur de recherche (directeur du domaine)

Profil : colonel de l'armée de terre, idéalement docteur ou doctorant, ou ayant une appétence pour la recherche, un intérêt pour les questions de doctrine et une expérience d'encadrement.

- 1 poste de chercheur

Profil : civil, docteur avec expérience et publications pertinentes. La spécialité est ouverte : terrorisme, guerres asymétriques, interventionnisme militaire ou tout autre sujet intéressant le domaine.

La période de candidature est désormais close. Nous avons reçu une cinquantaine de dossiers éligibles (docteurs) pour les quatre postes civils. Les entretiens des finalistes auront lieu courant février.

ÉVÉNEMENTS

6 janvier 2017 : Conférence de Mme Tomomi INADA, ministre de la Défense du Japon à l'École Militaire



Conférence de Mme Tomomi INADA, ministre de la Défense du Japon

Présente en France à l'occasion d'un Dialogue ministériel annuel franco-japonais en format « 2+2 » (Défense + Affaires Étrangères), Mme Tomomi INADA, ministre japonaise de la Défense, a tenu une [conférence publique organisée par l'IRSEM](#), le vendredi 6 janvier à l'École militaire. La ministre a axé son propos sur deux points : la gravité des menaces auxquelles sont confrontés l'Europe et l'Asie du l'Est et l'importance d'un renforcement de la coopération de sécurité et de Défense entre le Japon et l'Europe, dont la France.

Décrivant l'environnement stratégique international, Mme INADA a mis en relief l'interdépendance stratégique du Japon et de l'Europe. Partageant les mêmes valeurs et un même souci du respect du droit international, les deux acteurs sont également affectés par la menace terroriste, le programme nucléaire nord-coréen et les remises en cause du statu quo territorial en Asie, notamment en mer de Chine orientale et méridionale. Sans désigner explicitement Pékin, la ministre a fermement dénoncé les intrusions continues de « bâtiments d'État » dans les eaux territoriales japonaises autour des Senkaku et la construction d'avant-postes en mer de Chine du Sud. Appelant au dialogue et au respect du droit, notamment du droit de la mer pour résoudre les différends territoriaux, la ministre a plaidé en faveur d'un renforcement de la coopération internationale. À ce titre, elle a souligné l'importance de la coopération entre le Japon et les États-Unis, la comparant à la relation Europe-OTAN qui permet d'arrimer les États-Unis à l'Europe. Si les États-Unis peuvent être un trait d'union entre le Japon et l'Europe, le Japon a démontré qu'il pouvait être un partenaire stratégique fiable pour l'OTAN. Mme INADA a ainsi cité l'exemple de la lutte contre la piraterie dans le golfe d'Aden qui a vu l'Europe, l'OTAN et le Japon unir leurs efforts avec succès

Le Japon coopère aussi sur le plan bilatéral avec de nombreux pays européens, dont le Royaume-Uni, l'Allemagne et les Pays-Bas. Avec la France, la coopération est ancienne et le dialogue stratégique remonte à 1995. En 2013, les relations ont été élevées au niveau ministériel, des discussions croisées ayant lieu entre ministres de la Défense et des Affaires étrangères des deux pays. En 2015, les deux pays ont signé un accord intergouvernemental sur le transfert d'équipements et de technologies de Défense.

[Le communiqué conjoint publié à l'issue des rencontres ministérielles des 5 et 6 janvier 2017](#) souligne cette volonté des deux pays de renforcer la coopération bilatérale dans les domaines de la sécurité et de la Défense. Ainsi, Le Japon et la France devraient entamer des négociations en vue d'un accord d'acquisition et de soutien logistique (ACSA) afin de renforcer l'interopérabilité entre leurs forces armées et faciliter leur participation conjointe à des exercices, des opérations de maintien de la paix ou de secours humanitaire. Les deux pays ont également affiché leur volonté de renforcer la coopération de sécurité en Asie et en Afrique en mettant l'accent sur la sécurité maritime. Des initiatives conjointes en matière de formation devraient être organisées dans ce domaine à Djibouti, en 2017. De la même façon, la

France et le Japon devraient travailler sur les technologies satellitaires pour l'observation des océans. Enfin, la volonté de l'Union européenne de jouer un rôle plus important dans la sécurité en Asie a été mentionnée. Mme INADA a d'ailleurs amplement souligné l'identité asiatique et pacifique de la France pendant sa conférence en revenant sur la permanence, unique en Europe, de la présence militaire française dans la zone grâce à la Polynésie et à la Nouvelle-Calédonie. À ce titre, elle a salué l'appel au « multilatéralisme responsable » exprimé par le ministre LE DRIAN lors du dialogue Shangri-La de juin 2016 ainsi que sa proposition de coordonner une présence visible et régulière des marines européennes en Asie.

La séquence de questions qui a suivi l'intervention de Mme INADA a, entre autres, permis de revenir sur les nouvelles lois sur la sécurité japonaise adoptées en septembre 2015 et autorisant « l'autoDéfense collective ». En effet, cette nouvelle législation apparaît pour beaucoup, dont l'opposition politique et l'opinion publique japonaises, en contradiction avec l'esprit pacifiste de l'article 9 de la Constitution du pays qui stipule que l'archipel renonce à l'usage de la force dans les relations internationales. La ministre s'est montrée pragmatique et, sans écarter la perspective d'une révision de la Constitution — au demeurant complexe et longue — a souligné combien le recours à « l'autoDéfense collective » était encadré. Citant l'envoi en novembre 2016 de Casques bleus japonais au Sud-Soudan pour des travaux de construction, elle a souligné que les nouvelles lois adoptées leur permettraient d'utiliser leurs armes pour protéger les travailleurs étrangers à leurs côtés, repousser des éléments insurgés et se défendre s'ils étaient attaqués.

9 janvier 2017 : Séminaire organisé par Hugo MEIJER sur *The End of Grand Strategy: Maritime Operations in the 21st Century* de Simon REICH



Simon REICH

Le 9 janvier 2017, lors d'un séminaire organisé par Hugo MEIJER à l'IRSEM, le professeur Simon REICH, de l'Université Rutgers, a présenté son dernier ouvrage *The End of Grand Strategy: Maritime Operations in the 21st Century* (à paraître chez Cornell University Press), rédigé avec Peter DOMBROWSKI du US Naval War College. Cet ouvrage vise à montrer qu'en raison de la multiplication d'acteurs (étatiques et non-étatiques) en relations internationales, ainsi que de la prolifération de menaces et de formes de conflits (conventionnels, irréguliers, hybrides), il est devenu impossible pour les États-Unis de mettre en œuvre une « grande stratégie » unique et cohérente — comme ils l'avaient fait pendant la Guerre froide avec la stratégie de l'endiguement (*containment*) de l'Union soviétique.

11 janvier : Séminaire Jeunes Chercheurs de l'IRSEM, avec Jean-Vincent HOLEINDRE



Séminaire Jeunes Chercheurs

Le séminaire Jeunes Chercheurs de l'IRSEM est organisé chaque mois en partenariat avec la Direction de l'Enseignement militaire supérieur (DEMS) et le Service historique de la Défense (SHD). Il réunit les doctorants soutenus par le ministère de la Défense, notamment la Direction générale pour les Relations internationales et de la stratégie (DGRIS) et la Direction de la mémoire, du patrimoine et des archives (DMPA). Participent également tous les doctorants qui souhaitent bénéficier de l'appui scientifique de l'IRSEM et qui en font la demande motivée auprès du directeur scientifique. Animée par les professeurs DRÉVILLON (Paris 1/SHD) et HOLEINDRE (Université Poitiers/IRSEM), la séance du 11 janvier s'est organisée autour de deux conférences. La première a été assurée par le professeur Michel FOUCHER, géographe et titulaire de la chaire de Géopolitique appliquée du Collège d'études mondiales. Il est revenu sur l'un des thèmes centraux de sa recherche, les frontières, et a présenté notamment son nouveau livre, [Le Retour des frontières](#) (CNRS éditions). Dans la deuxième partie du séminaire, Wendy RAMADAN-ALBAN, doctorante à l'Université de Namur sous la direction du professeur Thierry BALZACQ, a présenté sa thèse en cours sur la pensée stratégique iranienne. La présentation, très stimulante, a fait l'objet d'une discussion nourrie. Pierre RAZOUX, Directeur de recherche à l'IRSEM, est notamment revenu sur le regain d'intérêt pour les études iraniennes en France. Le prochain séminaire se déroulera le 8 février à l'École militaire.

13-14 janvier 2017 : Conférence de l'Initiative européenne pour les études de sécurité (European Initiative on Security Studies, EISS)



Hugo MEIJER et Olivier SCHMITT

Hugo MEIJER, chercheur à l'IRSEM, a organisé la première conférence de l'Initiative européenne pour les études de sécurité (European Initiative on Security Studies, EISS), le 13 et 14 janvier 2017, à l'Université Paris II Panthéon-Assas. Cette conférence a été organisée par l'AEGES (Association pour les études sur la guerre et la stratégie) avec le soutien du Centre Thucydide et du CERSA (Centre d'études et de recherches de sciences administratives et politiques). Hugo MEIJER est le directeur scientifique de l'EISS.

L'objectif de cette initiative est double. Il s'agit tout d'abord de constituer un réseau académique européen sur les études de sécurité, grâce à l'organisation d'une conférence annuelle et de sections thématiques permanentes. Il s'agit ensuite de rassembler les chercheurs et Universités européens travaillant sur les questions de sécurité afin de présenter les projets de recherche en cours et de développer de nouveaux projets de recherche collectifs. Pour cette première édition, chaque Université qui a rejoint cette initiative a ainsi envoyé un ou deux chercheurs pour assister et/ou intervenir à cette conférence.

L'EISS rassemble aujourd'hui plus de soixante Universités européennes, dont une quinzaine de françaises, qui partagent l'objectif de consolider les études de sécurité en Europe.

L'EISS est pluridisciplinaire, organisée thématiquement et ouverte à toutes les approches théoriques. Chaque section thématique, représentée par un panel lors de la conférence, rassemble des chercheurs afin de discuter de leurs projets de recherche, présents et à venir. Les neuf sections thématiques présentées cette année

étaient les suivantes : 1) Transformations du phénomène guerrier et de la conflictualité ; 2) Domaines émergents : cybersécurité ; 3) Acquisition et transfert d'armement ; 4) Acteurs militaires privés ; 5) Coopération de Défense et assistance militaire ; 6) Interventions militaires ; 7) Non-prolifération et maîtrise des armements ; 8) Terrorisme et contre-terrorisme ; 9) Développements théoriques dans les études de sécurité

Pour les prochaines éditions, l'EISS pourra considérer d'autres thèmes transversaux suggérés par les Universités participantes.

Cette première édition de l'EISS a réuni une centaine de chercheurs. Il est prévu d'organiser une seconde conférence en 2018.

Pour plus de détails sur le programme de la conférence et sur la liste des Universités partenaires de cette initiative, voir [ce lien](#).

25 janvier : La relève stratégique, rencontre avec les Jeunes Chercheurs



Rencontre avec les Jeunes Chercheurs

Le mercredi 25 janvier 2017, de 10h30 à 12h00 à l'espace Alexandrine de la Rotonde Gabriel, dans l'enceinte de l'École militaire, s'est déroulée une rencontre avec les jeunes chercheurs soutenus par l'IRSEM et, plus généralement, par le ministère de la Défense. Cette rencontre s'est tenue à l'occasion de la conférence « Renouveau de la recherche stratégique de Défense » organisée l'après-midi par la DGRIS, et conclue par le ministre de la Défense, Jean-Yves LE DRIAN. Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER était modérateur de la table ronde N°2 « Comment opérationnaliser la recherche ? (études de cas) ».

Le soutien à la relève stratégique représente une mission majeure de l'Institut de recherche stratégique de l'École

militaire. Chaque année, plusieurs postdoctorant-e-s sont financés pour un an et rattachés pour leurs recherches à l'IRSEM. De plus, le séminaire Jeunes Chercheurs réunit chaque mois les doctorants financés par le ministère de la Défense et ceux qui souhaitent bénéficier de l'appui scientifique de l'Institut. Cet événement a permis de faire connaître les travaux de ces chercheurs en devenir, au moment où a été signée une convention entre le ministère de la Défense, le Centre national de la recherche scientifique (CNRS) et la Conférence des présidents d'Université (CPU) dans le cadre du Pacte Enseignement Supérieur.

Jean-Vincent HOLEINDRE, directeur scientifique de l'IRSEM, a introduit les débats en rappelant le chemin parcouru depuis la création de l'IRSEM en 2009-2010. Il a salué l'action de long terme menée par l'IRSEM en direction des Jeunes Chercheurs, dont il a lui-même bénéficié à l'époque de sa thèse de doctorat. Le Pacte Enseignement Supérieur, initié aujourd'hui par la DGRIS, constitue une nouvelle étape et un moyen de renforcer le dispositif, en créant une véritable filière d'études sur la guerre en France. L'un des enjeux est d'assurer des débouchés professionnels pour ces docteurs formés en France, à l'Université, dans les *think tanks*, au sein de l'administration et dans le privé. La professionnalisation différenciée des docteurs passe par une bonne connaissance du marché de l'emploi, mais aussi par une reconnaissance des compétences scientifiques et professionnelles acquises tout au long du doctorat par les employeurs.

À cet égard, les présentations du parcours et des recherches des différents postdoctorants ont montré que l'excellence scientifique et la rigueur rimaient avec utilité sociale et opérationnalisation. Camille EVRARD (IRSEM) est ainsi revenue sur une enquête en cours sur la construction des armées postcoloniales en Mauritanie et au Niger tandis qu'Alice PANNIER (IRSEM), récemment recrutée à l'Université Johns Hopkins à Washington, a présenté une recherche sur les enseignements tirés de l'intervention en Libye par les armées française et britannique en matière de coopération militaire. Amélie ZIMA (IRSEM) est revenue sur son parcours doctoral à Nanterre, montrant comment l'histoire et la science politique permettent de mieux comprendre l'insertion de pays comme la Pologne au sein de l'Otan comme de l'Union européenne. Les présentations postdoctorales se sont achevées par deux exposés : Gabriel FACAL, postdoctorant financé par le programme Ambassadeur de la DGRIS, a présenté ses recherches en anthropologie sur l'État islamique en Indonésie et en pays malais, fondées sur une enquête de terrain de longue haleine.

Frédéric Gloriant, docteur en histoire et spécialiste de l'histoire comparée de la dissuasion nucléaire, a présenté sa thèse sur les modèles britannique et français de dissuasion. Il a également présenté le Réseau Nucléaire et Stratégie, animé par la Bruno TERTRAIS (FRS), Corentin BRUSTLEIN (IFRI) et soutenu par le Commissariat à l'énergie atomique, représenté par Mme Céline JURGENSEN, nouvelle directrice de la stratégie au CEA/DAM.

Enfin, la conférence s'est achevée par une brève présentation des doctorants : Wendy RAMADAN-ALBAN (Université de Namur), *La Pensée stratégique iranienne : vers une grande stratégie ?* ; Friederike RICHTER (Sciences Po), *The Politics of Attention: Guns Versus Butter? A Comparative Analysis of Agenda Setting in Security and Defence Policy in France and the United Kingdom (1985-2015)* ; Alexandre GANDIL (Sciences Po Paris), *La Taïwanisation de la République populaire de Chine : analyse de la recomposition des équilibres dans le détroit de Taïwan à travers le cas de Kinmen* ; Zivile KALIBATAITE (Université de Namur et Université Paris Est Créteil), *Les Dimensions stratégiques et symboliques des politiques de Défense des petits États : la construction du respect international des pays baltes depuis les années 1990* ; Alix LE MOIGN (Université libre de Bruxelles), *Les groupes armés non étatiques : structures, assises territoriales et relations à l'État* ; Camille MOREL (Université Lyon 3), *Régime juridique et enjeux stratégiques des câbles sous-marins* ; Marc JULIENNE (Inalco), *Les Stratégies chinoises de lutte contre le terrorisme : enjeu majeur de sécurité nationale et facteur d'influence sur la politique étrangère* ; Malcolm LÉON-ZYTNICKI (Université de Poitiers), *Doctrine et emploi des drones militaires chinois*. Les doctorants ont, pour finir, présenté leurs recherches aux différents participants en prenant appui sur des affiches réalisées pour l'occasion et préparées lors du précédent séminaire Jeunes Chercheurs.

26 janvier 2017 : Initiative 5+5 Défense en Méditerranée occidentale



1^{ère} réunion du groupe de recherche du CEMRES

L'Initiative 5+5 Défense en Méditerranée occidentale est, en 2017, présidée par la France. Celle-ci pilote, sous la responsabilité de l'IRSEM, les travaux de recherche du Centre euromaghrébin d'études et de recherche stratégique (CEMRES) qui porteront sur « Les enjeux de sécurité liés aux changements climatiques dans l'espace 5+5 : quelles implications pour les politiques de Défense ? ».

L'Initiative 5+5 Défense en Méditerranée occidentale entame sa treizième année d'existence. La dynamique portée dès son lancement en 2004 visait à constituer en son sein un centre de recherche afin d'établir une communauté dédiée à l'analyse de l'espace stratégique que constitue le bassin occidental de la Méditerranée.

Les travaux de la 1^{ère} réunion annuelle du groupe de recherche, qui se sont tenus à l'École Militaire le 26 janvier 2017 sous la direction de Flavien BOURRAT, chercheur Maghreb Moyen-Orient à l'IRSEM, ont été particulièrement denses et nourris, autour d'un sujet complexe mais novateur, confirmant par-là la maturité croissante des activités du CEMRES et l'importance du volet recherche au sein de l'initiative 5+5 Défense.

27 janvier 2017 : Séminaire *Strategic Territories in the Baltic Sea Region* avec Céline MARANGÉ



Dans le cadre de sa série de séminaires sur la guerre en Ukraine, l'IRSEM a organisé un petit déjeuner fermé sur les conséquences stratégiques de l'annexion de la Crimée. L'accent a été mis sur les dimensions militaires et énergétiques. Le lieutenant-colonel Robert HAZEMANN a dressé un premier bilan des mouvements de troupes et des déploiements militaires en Crimée. Le Dr Igor DELANOË, directeur-adjoint de l'Observatoire franco-russe basé à Moscou, a présenté l'évolution de la stratégie maritime de la Russie en mer Noire. Enfin, le Dr Nicolas MAZZUCCHI a envisagé l'impact du déplacement des frontières maritimes sur les projets énergétiques russes et européens. Les présentations des trois intervenants ont été discutées par Philippe DE SUREMAIN, ambassadeur de France en Ukraine de 2002 à 2005 et président de l'Association française des études ukrainiennes. Ce dernier a, en outre, souligné certains aspects politiques de l'annexion, notamment les défis liés au transfert d'autorité et les difficultés rencontrées par les Tatars de Crimée.

27 janvier 2017 : Séminaire sur l'approche sociologique des armées coorganisé par Mathias THURA

La première séance s'est tenue le vendredi 27 janvier de 14h à 17h sur le site Pouchet du CNRS avec Jeanne TÉBOUL de l'Université Jean-Jaurès de Toulouse et Pinar SELEK de l'Université Sophia Antipolis de Nice.

Dans un contexte d'exacerbation des politiques sécuritaires et d'une nette transformation (voire d'un brouillage) du rôle des organisations militaires, notamment sur le sol national, ce séminaire propose de redonner sens et place aux armées comme institution du social : institution de la société toute entière et intéressant de ce fait les sciences sociales et politiques toutes entières, et non seulement quelques spécialistes de la question « militaire ». À travers l'étude des armées et des organisations qui leurs sont connexes, c'est toute la société qui se donne à voir dans son rapport au pouvoir, à l'ordre, à la sécurité, à la violence, etc. Ce séminaire se donne pour objectif de banaliser scientifiquement l'objet « armées », tant épistémologiquement que méthodologiquement.

Erratum :

Contrairement à ce qui était indiqué en page 3 de la *Lettre de l'IRSEM* de novembre 2016, le codirecteur du master II « Expertise des conflits armés », avec le professeur Hervé DRÉVILLON, n'est pas le LCL Olivier ENTRAYGUES mais Sophie CROS, maître de conférences HDR à l'Université Paris-1 Panthéon-Sorbonne et directrice adjointe de l'Institut des études sur la guerre et la paix. Nous prions Sophie CROS et l'Université Paris-1 Panthéon-Sorbonne de bien vouloir nous excuser pour cette confusion.

ACTUALITÉS DES CHERCHEURS



Delphine ALLÈS

- Article « [Sovereignism in the International System: from Change to Split](#) » (avec Bertrand BADIE), *European review of international studies*, 2:2, 2016, p. 5-19.
- Interview « Le religieux et les relations internationales », TSF Jazz,

3 janvier 2017.



Olivier ENTRAYGUES

- Intervention « L'École supérieure de guerre, enseigner la guerre, 1870-1914 », au colloque « Histoire des opérations, sources, objets, méthodes » organisé par le Service historique de la Défense, Paris, 5 janvier 2017.

- Conférence « Éducation à la Défense et à la sécurité nationale », Versailles, 26 janvier 2017.



Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER

- Conférence « L'état du monde contemporain », École nationale de la magistrature, Paris, 9 janvier 2017.

- Audition par le groupe de travail sur les drones militaires aériens de la commission des Affaires étrangères et de la Défense du Sénat, Paris, 12 janvier 2017.

- Présidence de la table ronde « Lutter contre le terrorisme, quel(s) rôle(s) pour les fictions cinématographiques en démocratie ? », journée d'étude TESDEM (Terrorisme et Séries TV en Démocratie), Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 21 janvier 2017.

- Conférence « La Cour pénale internationale et le Conseil de sécurité », atelier « Justice internationale et actions diplomatiques » organisé par le ministère des Affaires étrangères et du Développement international, l'Académie diplomatique internationale, le Conseil d'État et l'Institut des hautes études sur la justice, au Conseil d'État, 25 janvier 2017.

- Présidence de la table ronde « Comment opérationnaliser la recherche ? », conférence « Renouveau de la recherche stratégique de Défense » organisée par la DGRIS, École militaire, Paris, 25 janvier 2017.

- Participation à l'émission « Bibliothèque Médecis » sur les drones, diffusée sur Public Sénat le 27 janvier 2017.



Barbara JANKOWSKI

- Chapitre d'ouvrage : « [Information Sharing Among Military Operational Staff: The French Officers' Experience](#) » in Irina GOLDENBERG, Joseph SOETERS, Waylon H. DEAN (eds.), *Informations Sharing in Military Operations*, ERGOMAS/Springer,

2017, p. 67-80.



Marianne PÉRON-DOISE

- Article « [La sécurité du Japon à l'épreuve du pouvoir de Donald Trump](#) », *The Conversation*, 4 janvier 2017.

- Interview « La piraterie maritime », émission « Cultures Monde », France Culture, 11 janvier 2017.

- Organisation d'une réunion de l'Observatoire Chine de l'Asia Centre, avec le Dr Anne-Marie Brady « China, the South Pacific and Contemporary Geopolitics », IRSEM, 25 janvier 2017.

- Conférence « La lutte contre la piraterie maritime : évolution et enjeux », Institut Catholique, 31 janvier 2017.



Pierre RAZOUX

- Conférence « Quelles perspectives d'évolution géopolitique au Moyen-Orient et en Afrique du Nord ? », au profit du Centre des hautes études militaires (CHEM), 4 janvier 2017.

- Invité de l'émission de Thierry GARCIN *Les Enjeux internationaux* sur France Culture, sur les enjeux de la conférence de Paix de Paris portant sur le conflit israélo-palestinien, 13 janvier 2017.

- Cycle de 6 conférences au Caire à l'Université française d'Égypte (UFE) sur la géopolitique du Moyen-Orient, 15-22 janvier 2017.

- Conférence « Les conséquences stratégiques du BREXIT », dans le cadre du séminaire de réflexion stratégique de la Cour des Comptes, 26 janvier 2017.



Elyamine SETTOUL

- Article « [Les combattants étrangers de Daech au prisme de la sociologie militaire](#) », *Moyen-Orient*, 33, janvier-mars 2017, p. 74-80.

VEILLE SCIENTIFIQUE

ASIE



David DELFOLIE, Nathalie FAU et Elsa LAFAYE DE MICHEAUX (dir.), *Malaisie-Chine, une « précieuse » relation*, Irasec, décembre 2016, 272 p.

Résumé (éditeur) : Le cas de la Malaisie est particulièrement révélateur de l'influence politique et économique croissante de la Chine sur l'Asie du Sud-Est. Le rapprochement entre la Malaisie et la Chine, longtemps entravé par des divergences idéologiques, s'est renforcé au cours de cette dernière décennie. L'examen de leur relation prend ses distances avec l'idée d'une simple manœuvre hégémonique chinoise et révèle une alliance porteuse de nombreux bénéfices réciproques.

Ce carnet décrypte les multiples facettes de cette « précieuse » relation du point de vue malaisien. Il montre comment, au cours de la période 2008-2016, cette alliance a été méthodiquement construite sur la base de partenariats déployés dans des secteurs économiques clés et sur des territoires stratégiques. Il interroge les rapports d'État à État, les dimensions socioculturelles des échanges bilatéraux et les enjeux liés aux projets d'aménagement immobiliers et aux investissements industriels. Cette analyse éclaire les logiques du déploiement de l'activité chinoise en Malaisie autant que les efforts du parti conservateur malais pour en tirer bénéfice.

Delphine ALLÈS

Chercheur Asie du Sud-Est, religion et conflits

Scott N. ROMANIUK, Tobias J. BURGERS, « *Japan's Military Remains the Realm of Men* », *East Asia Forum*, 7 janvier 2017.

La politique de mixité menée par Abe Shinzo depuis son arrivée au pouvoir a longtemps été qualifiée de « poudre aux yeux », les femmes se voyant offrir de nouvelles possibilités d'emploi mais restant cantonnées à des postes de moindre importance. Aujourd'hui encore, l'image de la femme dans l'armée japonaise reste profondément liée au douloureux souvenir des « femmes de réconfort ». S'émanciper d'une telle représentation n'est pas chose facile et les efforts du gouvernement pour promouvoir une image positive des femmes au sein de la Défense, et

notamment des Forces japonaises d'autodéfense (FAD), sont restés jusque-là maladroits et peu concluants.

Il s'agit là d'un enjeu qui dépasse les seuls domaines économiques et militaires. Au-delà d'une réponse à la crise démographique que traverse le Japon depuis plusieurs décennies, la valorisation des femmes au sein de la Défense japonaise apparaît comme politiquement nécessaire à la cohérence de l'engagement nippon à l'international.

La nomination de Mme Tomomi INADA à la fonction de ministre de la Défense est dans ce contexte une avancée encourageante pour le Japon. Cette dernière n'a pas manqué de le souligner lors de son intervention à l'IRSEM, le 6 janvier dernier, dans le cadre d'une conférence sur la politique de Défense de l'archipel.

Léa DEBRAUX

Assistante de recherche

International Affairs, 93:1, janvier 2017.

La revue *International Affairs* de Chatham House publie, à l'occasion du soixante-dixième anniversaire de l'indépendance de l'Inde, un numéro spécial consacré à la politique étrangère indienne, qui rassemble les contributions de dix chercheurs basés en Australie, en Allemagne, en Inde, à Singapour, au Royaume-Uni et aux États-Unis. Le fil conducteur des différents articles est d'interroger les effets de l'émergence économique de l'Inde sur l'évolution des principes et des moyens de sa politique étrangère. Le rôle joué par l'actuel Premier ministre indien, Narendra Modi, dans ces évolutions est également questionné et mis en perspective avec les dynamiques institutionnelles, politiques et cognitives qui déterminent une certaine continuité dans la conduite de la politique étrangère indienne. La diversité des cadres théoriques, des variables et des cas empiriques étudiés dans ce numéro permet de dresser un panorama très complet de la politique extérieure actuelle de New Delhi.

Mélissa LEVAILLANT

Chercheur sous-continent indien

Céline PAJON, « [Japan's Coast guard and Maritime Self Defense Force in the East China Sea: can a black and white system adapt to a gray zone reality?](#) », *Asia Policy*, 23, janvier 2017.

Les techniques de harcèlement mises en place par la Chine autour des îlots Senkaku (Diaoyu pour la Chine) revendiqués par les deux pays, en mer de Chine de l'Est, nécessitent une réponse rapide et maîtrisée de la partie japonaise pour éviter tout risque d'escalade militaire.

Cette situation est définie par le concept japonais de « grey zone situation » que l'on peut traduire par une posture qui n'est celle ni du temps de paix ni du temps de guerre. Elle nécessite la définition d'un cadre juridique adapté qui permette aux agences de renforcement de l'ordre à la mer de coopérer efficacement avec les forces de la Marine en cas de détérioration de la situation. En dépit de certains progrès, ce cadre reste mal adapté aux stratégies d'incursion chinoise dans les eaux territoriales japonaises utilisant des flottilles de bâtiments de pêches accompagnées d'unités d'administrations civiles. L'étude de Céline Pajon, fruit d'un travail de terrain fouillé, souligne les similitudes d'approche chinoises en mer de l'Est et en mer de Chine du Sud. Dans les deux cas, l'usage combiné d'acteurs privés constituant des quasi milices et l'administration maritime rappelle le concept de « guerre hybride » et un scénario de type ukrainien.

Marianne PÉRON-DOISE

Chercheur Asie du Nord, Stratégie et Sécurité maritime

MOYEN-ORIENT

« *Gulf Politics One Year After JCPOA* », *Orient*, 57:4, German Orient Institute, 2016.

Le numéro 57 de la revue *Orient* diffusée depuis Berlin avec une forte visibilité dans les Universités et institutions européennes, mais peu en France, est consacré à l'analyse de l'impact géopolitique de la signature de l'accord sur le nucléaire iranien pour les pays du Golfe et la communauté internationale. Il est paru un mois avant les élections présidentielles américaines qui ont vu la victoire de Donald TRUMP, très hostile au régime iranien.

La revue brosse un tableau très complet des piliers sur lesquels reposent les politiques étrangères saoudienne et iranienne, ce qui permet de mieux comprendre l'extrême tension qui oppose les deux rivaux régionaux. L'Arabie saoudite est décrite comme étant empiétrée dans un sentiment anti-iranien confinant à la paranoïa et contribuant à beaucoup affaiblir sa nouvelle politique interventionniste au Yémen, notamment (Sebastian Sons).

Quant à l'Iran, son obsession de l'encerclement militaire sécuritaire des puissances occidentales se voit aujourd'hui largement contrebalancée par la menace que font peser, non loin de ses frontières, les groupes extrémistes djihadistes sunnites de l'EI et Al-Qaida en Irak et en Afghanistan. En outre, son credo visant à défendre ses intérêts géopolitiques par « l'axe de la résistance » avec le Hezbollah en première ligne résiste mal

à son action militaro-politique en Syrie, Irak et Liban. La présence de milices chiites encouragées par Téhéran alimente la guerre sectaire par procuration qu'Iraniens et Saoudiens se livrent dans la région (Adnan Tabtabai). Sons et Tabtabai concluent tous deux sur le rôle vertueux qu'aurait l'Union européenne à œuvrer pour une désescalade que l'application de l'accord sur le nucléaire iranien devrait favoriser.

L'autre contribution sur le Golfe est davantage axée sur la perception et les perspectives des « petites » monarchies membres du CCG (Conseil de Coopération du Golfe) quant à un Iran consolidé par cet accord (Fatiha Dazi-Héni). L'auteur montre l'ambivalence de la perception de ces monarchies quant au retour de l'Iran sur la scène internationale. D'une part, elles craignent l'influence géopolitique croissante de l'Iran au Moyen-Orient et ses ambitions d'accroître son arsenal militaire conventionnel après avoir développé un programme militaire balistique. De l'autre, elles voient ce retour comme une opportunité pour augmenter les échanges commerciaux et économiques et faire de cette région un pont incontournable avec les grands pays asiatiques. Si Bahreïn et Abu Dhabi affichent la même position dure et anti-iranienne que l'Arabie saoudite, Koweït et Qatar privilégient des relations de bon voisinage avec le grand voisin perse quand Oman est clairement l'avocat de la pleine réintégration de l'Iran dans la politique régionale du Golfe. Alors que les « petites » monarchies du Golfe ont beaucoup à gagner du retour de l'Iran dans les échanges économiques, l'Arabie saoudite a le plus à perdre mais peut toutefois compter sur la crainte que suscite les appétits régionaux de l'Iran au sein du CGG pour maintenir son statut de gardienne de la « citadelle ».

Au bilan, les contributions s'accordent pour voir dans la vive tension entre Téhéran et Riyad une compétition pour le leadership régional rendue plus complexe avec la politique de retrait des conflits au Moyen-Orient esquissée par l'administration OBAMA. Cela est susceptible de se poursuivre en se compliquant durant le mandat de TRUMP, compte tenu de son hostilité au régime iranien.

Fatiha DAZI-HÉNI
Chercheur Golfe et Moyen-Orient

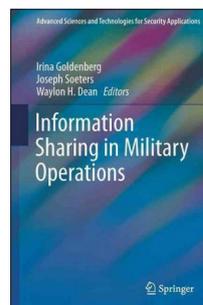
PENSÉE STRATÉGIQUE



« *L'Âge du drone* », Polémoscopie, 2, Le Polémarque.

Polémoscopie est un cahier trimestriel qui promeut les réflexions des stagiaires de l'École de guerre. Ce deuxième cahier est préfacé par Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER et dirigé par le lieutenant-colonel Olivier ENTRAYGUES. Le thème central de ces travaux présente une thématique stratégique évanescence : l'Âge du drone. Cinq approches sont successivement développées pour questionner le sujet. Elles s'appuient sur quatre mémoires d'officiers stagiaires de la promotion Verdun de l'École de guerre et d'un doctorant en philosophie. L'approche globale du drone est présentée par Bertrand COUPEZ (commandant dans l'armée de l'air). L'approche par la menace est questionnée par le commandant Pierre-Alain GOUJARD (pilote d'hélicoptères de l'ALAT). L'approche par un milieu spécifique est abordée par Solesn SEVENO (commandant dans l'armée de l'air). L'approche par la conduite de la guerre est faite par Jonn WHEELER (lieutenant-colonel et pilote de chasse de l'US Air Force). Enfin, une approche par l'éthique est proposée par Benoit Olié (doctorant en philosophie, saint-cyrien et breveté du *Staff College* britannique).

SOCIOLOGIE DE LA DÉFENSE



Irina GOLDENBERG, Joseph SOETERS, Dean H. WAYLON, (eds.), *Information Sharing in Military Operations*, ERGOMAS/Springer, 2017.

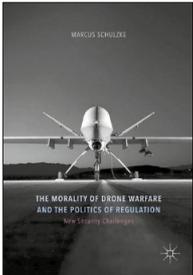
Le partage de l'information concourt de manière primordiale au succès des opérations militaires. Longtemps, l'information n'était stratégique que si elle n'était pas divulguée. C'est désormais le partage qui renforce son caractère stratégique. Cet ouvrage collectif rassemble seize contributions qui explorent, à partir d'enquêtes de terrain récentes, la mise en œuvre du partage de l'information dans des contextes opérationnels. Les auteurs cherchent à caractériser les facteurs humains, organisationnels et technologiques qui facilitent ou font obstacle à la circulation de l'information. La réciprocité, la confiance, l'interopérabilité, la com-

pétence linguistique et la formation commune avant le déploiement sont évoqués dans la plupart des chapitres.

Barbara JANKOWSKI

Chercheur Sociologie des forces armées

ARMEMENT ET ÉCONOMIE DE DÉFENSE



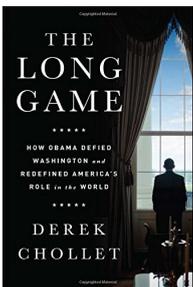
Marcus SCHULZKE, *The Morality of Drone Warfare and the Politics of Regulation*, Palgrave Macmillan, 2017.

Docteur en science politique de l'Université d'État de New York à Albany, l'auteur engage une discussion sur les drones dans une perspective à la fois morale et juridique. Il présente les drones comme ayant la potentialité de faire progresser la conformité entre les principes de « guerre juste » et de droit international ; la compréhension de ce potentiel passe par le développement d'un cadre réglementaire solide. L'auteur met en lumière les voies possibles d'une utilisation éthique des drones que devraient emprunter les administrations et les forces militaires. Parallèlement, il évalue d'une façon critique les arguments contre les drones en insistant sur les changements nécessaires à prendre en compte pour assurer une meilleure réglementation en ce domaine.

Océane ZUBELDIA

Chercheur Drones, industries et innovation

BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE



The Long Game: How Obama Defied Washington and Redefined America's Role in the World
Derek CHOLLET, Public Affairs, 2016, 262 p.

Dans cet ouvrage, Derek CHOLLET, qui a travaillé à la Maison Blanche, au département d'État et au Pentagone pendant la présidence de Barack OBAMA, s'attache à défendre le bilan du président démocrate en politique étrangère. L'auteur revient sur les grandes problématiques de sécurité internationale et les crises qui ont structuré ses deux mandats, et explicite l'approche que le président américain a eue de chacune, dans le cadre de sa stratégie de *Long Game*.

La stratégie du *Long Game* se résume en huit critères ou principes guidant l'action : l'équilibre, la soutenabilité, la retenue, la précision, la patience, la faillibilité, le scepticisme et l'exceptionnalisme. Consciente des limites de la puissance, cette stratégie entend notamment privilégier la diversité des outils de politique étrangère, et non la seule force militaire.

Au fil de chapitres thématiques, l'auteur revient ainsi sur la gestion par Barack OBAMA du « Printemps arabe » et de la guerre en Libye, de la guerre civile syrienne et de l'émergence de Daech, de la montée en puissance de la Chine et du « rééquilibrage » vers l'Asie, du dossier nucléaire iranien, de la résurgence de la Russie et de la crise ukrainienne. À la fin de chaque chapitre, CHOLLET revient sur les critiques qui ont été faites à l'encontre d'OBAMA, notamment par le « complexe médiatico-politico-industriel » washingtonien, en suggérant les alternatives possibles aux choix qui ont été faits, et en soulignant les limites que celles-ci auraient présentées. En d'autres termes, Derek CHOLLET défend sans fléchir (bien qu'avec quelques regrets) le bilan du président.

De façon assez surprenante — et alors que le reste du livre se déroule chronologiquement, de dossier en dossier —, l'auteur débute son ouvrage par ce qui a été perçu par beaucoup comme le principal « échec » d'OBAMA en politique étrangère : la réaction à l'emploi d'armes chimiques par le régime de Bachar El-Assad à l'été 2013, franchissant ainsi la « ligne rouge » que le Président américain avait tracée, et qui devait justifier une réaction (potentiellement militaire) américaine. Derek CHOLLET retourne ce dossier en succès de politique étrangère : Barack OBAMA était, après tout, parvenu à une solution négociée résultant en l'évacuation et la destruction contrôlée des armes chimiques du territoire syrien.

Comme l'exemple syrien l'atteste, l'engagement politique clair de l'auteur en faveur de Barack OBAMA limite nécessairement la portée de l'ouvrage si l'on se place dans une perspective académique. On peut par ailleurs regretter que peu de place soit donnée à la « lutte contre le terrorisme » qui a de fait été un engagement central dans la politique d'OBAMA, avec un ensemble de pratiques — moins connues mais controversées — qui en ont découlé (assassinats ciblés, opérations dans la bande sahélo-saharienne). L'ouvrage constitue toutefois un récit utile des huit ans de présidence OBAMA, déterminants pour l'ensemble du monde, y compris pour la gestion européenne de ces enjeux de sécurité internationale, en ouvrant un monde « post-post-11 Septembre ».

Enfin, il permet de mieux saisir la vision du monde et les perceptions d'un président qui, malgré ses ambitions, n'aura pas réussi à apporter des solutions aux guerres du Moyen-Orient, au risque terroriste ou à la question russe.

Alice PANNIER
Postdoctorante



Un défi de civilisation

Jean-Pierre CHEVÈNEMENT, Fayard, 2016, 463 p.

Pour Jean-Pierre CHEVÈNEMENT, face à la faiblesse de nos élites, une globalisation incontrôlable, un projet européen périmé, et un modèle républicain en crise, la France a besoin d'un projet

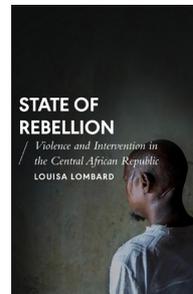
politique qui soit aussi un projet de civilisation. Face aux attentats terroristes mais aussi face à la situation économique et sociale en France, nous devons, selon lui, nous réarmer politiquement et moralement, en puisant dans nos valeurs et dans notre histoire commune.

C'est en faisant preuve de résilience, par le biais du patriotisme et de l'universalisme républicain, ainsi que par celui de la laïcité, que nous pourrions nourrir le sentiment d'appartenance à la France et faire renaître le récit national. La laïcité, déstabilisée par la violente offensive idéologique du terrorisme djihadiste, doit faire du lien politique de citoyenneté le fondement du lien social et de l'appartenance à la nation civique. L'État, main dans la main avec l'École et l'Armée, ravivera l'esprit laïc et l'esprit de Défense via l'enseignement de l'appartenance nationale.

L'Armée a un rôle de premier plan à jouer dans la mise en état de Défense du pays selon l'auteur. Les écrits de Jean Jaurès, que Jean-Pierre Chevènement cite dans sa conclusion et recommande à la lecture, nous montrent bien l'importance du lien Armée-Nation, ainsi que la constitution de puissantes réserves, pour pouvoir revenir aux sources républicaines de la « nation en armes ». L'établissement du service national permettrait le brassage social nécessaire ainsi que l'enseignement du patriotisme pour renforcer ce lien et ainsi reconstruire le patriotisme républicain. Ce service pourrait être militaire ou civique, et permettrait la mise sur pieds d'une garde

nationale de 100 000 hommes, essentielle aux yeux de Jean-Pierre CHEVÈNEMENT.

Coline DUCHÉ
Assistante de recherche



State of Rebellion. Violence and Intervention in the Central African Republic

Louisa LOMBARD, Zed Books/The University of Chicago Press, 2016, 304 p.

Ce livre analyse les conflits violents entre différentes milices qui ont secoué la République Centrafricaine depuis 2012. Il s'agit de l'effort le plus complet d'élucider les raisons et les facteurs qui ont conduit à la violence centrafricaine ainsi que ses conséquences. Lombard démystifie le discours simpliste et pourtant très répandu selon lequel il s'agit d'un conflit religieux entre musulmans et chrétiens. L'hypothèse offerte suggère que la prévalence d'insécurités spirituelles et l'effondrement de tissus sociaux sont à la base des violences intercommunautaires. La force du livre est que l'auteur contextualise le conflit dans ses dimensions sociales, culturelles et historiques afin d'y analyser le rôle des acteurs ; notamment des jeunes ruraux marginalisés, des leaders locaux politiques et communautaires et la communauté internationale. Enfin, Lombard questionne d'une façon convaincante les suppositions très répandues sur ce que la communauté internationale conçoit comme « États fragiles » et les stratégies et instruments qu'elle met en œuvre (opérations de paix, *peace-building*).

Denis TULL
Chercheur Afrique de l'Ouest

À VENIR

8 mars 2017 : Colloque « Femmes militaires, et maintenant ? » à l'École militaire

L'IRSEM organisera le mercredi 8 mars 2017, en amphithéâtre Des Vallières de l'École militaire, un colloque intitulé « Femmes militaires, et maintenant ? ». Organisé par le lieutenant-colonel PLANIOL, chercheur du domaine « Défense et société », cet événement part du constat que les femmes militaires sont désormais juridiquement intégrées dans bon nombre d'armées occidentales. Or, si la France dispose de l'une des armées les plus féminisées au monde, des efforts doivent néanmoins encore être consentis afin d'y renforcer la parité, notamment sur le plan de l'égalité professionnelle. Ce colloque a donc pour objet de faire un point sur cette question et de réfléchir sur la façon d'offrir à une majorité de femmes militaires un parcours professionnel comparable à celui des hommes.

EN BREF :

3 mars : Colloque « 2030, la fin de la mondialisation ? » co-organisé par l'ISC (Institut de stratégie comparée) et l'IRSEM.

7 mars : Lancement de l'ouvrage de Fatiha DAZI-HÉNI, *L'Arabie saoudite en 100 questions*, Tallandier.

8 mars : Colloque « Femmes militaires, et maintenant ? ».

9 mars : Présentation du *Military Balance 2017*.

15 mars : Lancement de l'ouvrage de Jean-Vincent HOLEINDRE, *La Ruse et la Force. Une autre histoire de la stratégie*, Perrin.

ANNEXE

LE CEMRES

Le Centre euromaghrébin de recherche et d'études stratégiques : un outil de réflexion stratégique au service de la coopération sécuritaire en Méditerranée occidentale

À l'occasion de la réunion du CEMRES du 26 janvier 2017, organisée par l'IRSEM, Flavien BOURRAT revient sur cette initiative réunissant dix pays : le Portugal, l'Espagne, la France, l'Italie, Malte, la Mauritanie, le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, la Libye.

Une démarche novatrice

L'Initiative 5+5 Défense en Méditerranée occidentale est présidée en 2017 par la France. Cette Initiative, qui entame sa treizième année d'existence, comporte un volet d'activité dédié à la recherche et à l'analyse sur l'espace stratégique que constitue le bassin occidental de la Méditerranée. Dans ce cadre, la France pilote durant cette année, sous la responsabilité de l'IRSEM, les travaux de recherche du Centre euromaghrébin d'études et de recherche stratégique (CEMRES). Ces derniers portent sur « Les enjeux de sécurité liés aux changements climatiques dans l'espace 5+5 : quelles implications pour les politiques de Défense ? ». Ce choix fait suite à la déclaration des ministres de la Défense du 5+5 en décembre 2015 qui avait, sur proposition de la France, invité les parties concernées à coopérer sur la question climatique.

Le CEMRES a été officiellement créé en juillet 2009, lors de la 5^e réunion des ministres de la Défense de l'Initiative 5+5 Défense qui s'est tenue en Libye. L'idée d'un tel projet avait été lancée en 2005, et avait été retenue en mars 2006 au cours d'une rencontre à Paris entre le ministre de la Défense nationale tunisienne et son homologue français. La dynamique portée, dès son lancement en 2004, par l'Initiative 5+5 Défense en Méditerranée occidentale, a en effet conduit à imaginer la constitution en son sein d'un centre de recherche et d'étude. Ce dernier visait à établir, au moyen d'une mise en réseau de chercheurs des différents pays de l'Initiative, une communauté de recherche stratégique entre les deux rives de la Méditerranée. Largement portée par la France et la Tunisie, qui en sont à l'origine, cette démarche est novatrice à plus d'un titre. En effet, tout en regroupant au sein

d'une équipe des représentants des dix pays concernés, elle fonctionne en suivant une double transversalité : celle associant les États de la rive nord et ceux de la rive sud, et celle associant des militaires de profession et des chercheurs issus du domaine académique. D'autre part, l'idée de réflexions et d'analyses communes portant sur des thématiques sécuritaires n'avait à première vue rien d'évident en soi, compte tenu des perceptions souvent différentes, parfois divergentes et le cas échéant sources de contentieux et de tensions entre pays membres de l'Initiative.

Les interrogations et les défis initiaux posés par une démarche à la fois ambitieuse et exploratoire n'ont pas découragé les protagonistes d'aller de l'avant dans la mise en route du projet. Bien au contraire, les différents participants témoignent d'une motivation et d'un engagement dont on pouvait craindre au départ qu'ils soient atténués par le caractère non opérationnel de la démarche. Au final, le CEMRES intègre bien dans cette démarche ce que l'on pourrait appeler l'« esprit 5+5 Défense », à savoir le pragmatisme, le concret, la marge d'initiative offerte à chaque participant, l'accent mis sur la mutualisation des travaux, la relégation hors du cadre de l'exercice des points d'achoppement politiques. Le fait que le projet ait atteint une vitesse de croisière significative après sept ans de mise en œuvre ne signifie pas pour autant qu'il ne doive pas être affiné et consolidé, car son objectif, au regard des défis sécuritaires qui touchent l'aire géographique concernée, est de s'établir dans la durée.

Les atouts du CEMRES : un fonctionnement souple et une forte motivation des participants

Le CEMRES est une structure souple et décentralisée, dont le secrétariat général est assuré par le ministère de la Défense tunisien et se situe géographiquement à Tunis. Son objectif officiel est de réaliser au profit des ministres de la Défense des pays de l'Initiative 5+5, des recherches stratégiques et politiques sur des thèmes touchant à la sécurité régionale, en vue d'identifier et de développer les intérêts stratégiques communs au bassin occidental de la Méditerranée.

Le fonctionnement du CEMRES est également simple. Il est constitué d'un groupe de recherche associant un ou deux des experts pour chacun des dix pays, qui se réunit trois fois par an. Deux réunions de travail ont lieu dans le pays assumant le pilotage annuel, et sont suivies d'un comité de pilotage à Tunis pour faire le bilan des travaux réalisés et sélectionner les thèmes de recherche pour

l'année suivante. À partir du plan et des objectifs établis par les groupes de recherche, chaque chercheur, associé à un ou plusieurs autres participants au sein d'un sous-groupe, prépare sa contribution qui sera rassemblée au sein d'un rapport final. Ce dernier est validé par le Comité directeur de l'Initiative 5+5 Défense qui assure la supervision du CEMRES, avant d'être présenté aux ministres de la Défense des dix pays lors de la réunion annuelle se réunissant au mois de décembre. L'idée d'établir un pôle de chercheurs permanents basés à Tunis a été suggérée lors du lancement du projet, mais, aussi séduisante soit-elle, elle a néanmoins été jugée trop ambitieuse et difficile à mettre en place en raison notamment de son coût financier. Les langues de travail sont l'arabe, le français et l'anglais, et le rapport final est rédigé dans ces deux dernières langues.

Projet expérimental et original, le CEMRES a connu à ses débuts une phase de lancement marquée par quelques tâtonnements, inévitables dans ce type de démarche mais sans que l'engagement des acteurs concernés ne soit remis en cause. Une première production concrète, dénommée « Rapport Averroès » et réalisée en 2010 sous l'égide de l'IRSEM, a permis de faire converger pour la première fois dans un document les travaux de chercheurs européens et maghrébins sur la sécurité en Méditerranée occidentale. Par la suite, un rapport a été établi en 2011 sous le pilotage de l'Algérie autour du thème des menaces en Méditerranée occidentale.

Les travaux du groupe de recherche ont connu, à partir de 2012, une montée en puissance qui s'est confirmée au cours des exercices suivants. Tirant les enseignements des deux premières années de fonctionnement du CEMRES, une concertation au sein de l'équipe de recherche a permis de définir un cadre de travail reprenant en grande partie des recommandations faites initialement par les concepteurs du projet, en particulier l'Amiral Jean Dufourq, à savoir la nécessité d'assurer la continuité dans la durée des travaux, mais aussi davantage de cohésion académique. Au regard des résultats obtenus, on peut considérer que l'objectif initial est en grande partie atteint, quand bien même le travail présent doit continuer à être fructifié.

Deux éléments concrets témoignent de cette réussite : d'une part, le principe de mutualisation des travaux de recherche abordant des questions stratégiques particulièrement sensibles, au regard notamment d'agendas nationaux parfois concurrents et/ou divergents, paraît désormais acquis, comme en témoignent les analyses riches et ouvertes échangées pendant et en dehors

des séances de travail ; d'autre part, la réalisation d'un rapport cohérent et structuré, qui peut être considéré comme un véritable travail collectif, et non pas la simple compilation de diverses contributions.

On remarque enfin que les changements majeurs survenus depuis six ans, dans la foulée des soulèvements arabes, sur la rive sud de la Méditerranée, n'ont pas conduit, bien au contraire, les pays en premier lieu concernés, à savoir la Tunisie et la Libye, à se dissocier des travaux du CEMRES.

Les facteurs d'approfondissement et d'amélioration des travaux de recherche du CEMRES

La première difficulté pour une enceinte de réflexion interrégionale comme le CEMRES est de définir des thèmes acceptables et mobilisateurs pour l'ensemble des participants. Au regard des discussions, préliminaires au lancement des travaux, il s'avère que les orientations de recherche suggérées par chacune des parties se situent toutes dans les grands domaines d'actions et de préoccupations de l'Initiative 5+5 Défense, à savoir notamment la coopération dans la sécurité maritime, la gestion commune des risques naturels et des crises humanitaires, la mutualisation du contrôle des frontières, mais aussi, le cas échéant, des questions qui relèvent davantage du *hard power*, comme celle de la criminalité organisée, du terrorisme et de la violence armées dans la zone étudiée. À ce titre, le choix des thèmes développés depuis 2012 (voir *infra*) font clairement ressortir chez l'ensemble des participants l'importance accordée aux questions relatives à la montée du terrorisme, à la sécurisation des frontières dans l'espace 5+5, mais aussi, au-delà de ce dernier, de l'espace sahélo-saharien, qui en constitue son arrière-plan stratégique. Il s'agit là encore d'un point de convergence important, même si des nuances et des réserves peuvent être apportées par certains partenaires, et ce en fonction de leur agenda national, à ce type d'orientation. Il a ainsi été convenu de ne pas s'éloigner des principes qui régissent l'Initiative 5+5 Défense, en s'aventurant le moins possible sur le terrain de la politique (dans cet esprit, les sujets propres à susciter des divergences politico-opérationnelles, comme les interventions militaires extérieures dans la zone étudiée, qui englobent l'espace sahélo-saharien, où révélant des contentieux profonds et durables, comme le dossier du Sahara occidental, sont exclus du champ de réflexion) et en privilégiant au contraire le volet académique des défis sécuritaires. Au final, le caractère sensible de la plupart des thèmes choisis, notamment pour les pays de la rive sud et dans le contexte stratégique et sécuritaire actuel,

n'a pas altéré la sérénité des échanges et l'intérêt des contributions.

Outre ce point sensible, l'ensemble des chercheurs du CEMRES a inclus dans le cahier des charges des travaux présents et avenir un certain nombre de points visant à mieux cadrer l'exercice et son objectif final :

- L'inclusion d'un glossaire introductif, suivie d'une définition claire et commune à l'ensemble des chercheurs, du périmètre géopolitique ainsi que des enjeux et des défis sécuritaires.
- La nécessité d'être concis, tout en évitant de tomber dans des généralités et de produire un document trop statique.
- L'utilité d'avoir une démarche prospective.
- Le fait que les recommandations finales — introduisant, par exemple, dans le cas de la sécurisation de l'espace sahélo-saharien, des frontières ou de la lutte contre Daech, des démarches préventives, des mesures d'accompagnement et des solutions de post-crise — doivent constituer le volet le plus important du travail.

La seconde interrogation se pose autour de la question de la cohésion académique du groupe de chercheurs, qui est une des conditions du bon fonctionnement du CEMRES. Si la présence simultanée de chercheurs civils et de militaires s'ancre dans la logique de ce type d'enceinte et est en soi enrichissante car porteuse d'approches et de réflexions croisées, la rotation trop fréquente de chercheurs peut le cas échéant nuire, non pas à la bonne intelligence des relations de travail, mais à la permanence d'un groupe d'experts inscrit dans la durée. Les agendas des différents pays partenaires peuvent ainsi diverger dans la nomination de leurs chercheurs respectifs, certains faisant le choix d'experts confirmés, d'autres privilégiant des rotations annuelles d'officiers dans un but davantage pédagogique, de manière à familiariser ces derniers avec l'analyse stratégique.

Conclusion

Les changements survenus au Maghreb depuis six ans et leurs répercussions sur le bassin de la Méditerranée occidentale et sa profondeur sahélo-saharienne imposent de nouvelles approches pour faire face à des défis sécuritaires croissants et préoccupants. La gravité des enjeux et de la situation sécuritaire en Europe occidentale, au Maghreb et dans la bande sahélo-saharienne est un puissant incitateur en faveur d'une réflexion commune, au sein de l'Initiative 5+5 pour y faire face. Un tel contexte

demande de la part des pays membres de l'Initiative 5+5 Défense de mettre en place une véritable politique de coopération interrégionale, qui suppose au préalable un renforcement du climat de confiance entre les différents acteurs étatiques en vue de consolider et faciliter les actions présentes et à venir menées par cette enceinte. Les termes de recherche retenus par le CEMRES au cours des dernières années, témoignent par là de l'utilité d'une telle structure et de son adéquation par rapport aux nouveaux outils de la coopération en Méditerranée occidentale. Au-delà de préoccupations immédiates et légitimes imposées par une actualité sécuritaire particulièrement sensible à tous les pays membres de l'espace 5+5, le CEMRES apparaît également comme un outil approprié pour enrichir l'analyse et approfondir la réflexion prospective sur des thèmes qui apparaissent d'ores et déjà comme des sujets de préoccupation majeure pour l'avenir. En témoigne le choix du thème 2017 proposé par la partie française, qui assure cette année le pilotage du travail de recherche, autour des enjeux stratégiques du changement climatique et ses implications dans le domaine de la Défense dans une région qui apparaît, plus que tout autre, concernée par ce phénomène et ses répercussions.

Thèmes traités depuis la création du CEMRES

2010 : *Rapport Averroès - perceptions respectives des questions de Défense et de sécurité dans l'espace 5+5* (pilote : France).

2011 : *Les menaces en Méditerranée occidentale* (pilote : Algérie).

2012 : *L'énergie comme facteur de coopération/La sécurité des frontières : les nouveaux défis/La coopération 5+5 dans le domaine de la sécurité : bilans et opportunités* (pilote : Espagne).

2013 : *Les stratégies de coopération dans le cadre de l'Initiative 5+5 Défense pour faire face aux défis et menaces au Sahel* (pilote : Portugal).

2014 : *Quelles mesures de confiance permettraient d'édifier un espace 5+5 Défense plus structuré à l'horizon 2020 ?* (pilote : Italie).

2015 : *Sécurisation des frontières de l'espace 5+5 : coopérations et implications* (pilote : Tunisie).

2016 : *Daech : Facteurs d'expansion rapide vus de l'espace 5+5* (pilote : Maroc).

2017 : *Les enjeux de sécurité liés aux changements climatiques dans l'espace 5+5 : quelles implications pour les politiques de Défense ?* (pilote : France).

Flavien BOURRAT
Chercheur Maghreb Moyen-Orient